

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

## **Introduction** : la situation à Cuba

Cuba a longtemps été un pays de monoculture, elle fut le premier producteur et exportateur de sucre dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1850, les 2/3 du sucre cubain sont exportés vers les Etats-Unis pour presque rien et seulement 5% vers l'Espagne.

Aujourd'hui, elle exporte toujours du sucre et du tabac mais surtout du nickel et puise dans le tourisme l'essentiel de ses entrées de devises.

Après l'abolition de l'esclavage, la population de Cuba connaît une période de profonde misère, dûe au fait que le patron des ouvriers « libres » ne se sent pas obligé de leur donner un salaire qui leur permette de manger à leur faim alors que lorsqu'ils étaient esclaves, il les nourrissait de façon à ce qu'ils puissent travailler...

En 1958, plus de la moitié des terres arables sont dans les mains d'étrangers, les ouvriers agricoles n'ont de travail que 4 mois dans l'année (pendant la récolte de la canne à sucre) et pas de protection sociale. Dès 1953, lors de la plaidoirie qu'il prononce pour se défendre après l'attaque de la Caserne Moncada, Fidel Castro s'était donné comme objectif d'éliminer la sous-alimentation dont souffrait une grande partie de la population. Aujourd'hui, la sous-alimentation a été éradiquée à Cuba et l'objectif prioritaire est devenu : assurer l'alimentation de tous.

Ainsi, en avril 2008, lors d'une réunion plénière du Comité central du Parti Communiste de Cuba, le Président Raul Castro a déclaré que « la production d'aliments doit être considérée comme une des tâches primordiales pour les dirigeants du Parti. Il est fondamental qu'ils soient conscients qu'actuellement et pour ce que l'on peut prévoir du futur, il s'agit là d'une question fondamentale de sécurité nationale ». José Ramon Machado, le vice-président de Cuba, a également déclaré que « la recherche de la sécurité alimentaire est un défi stratégique » pour l'île.

## **I Les difficultés :**

**A. Le climat** semi-tropical rend difficile la culture des céréales qui doivent être importées et sont soumises aux fluctuations des prix du marché et de la politique commerciale des pays qui en produisent. Cuba importe 54% des calories qu'elle consomme et 64% des protéines.

Les ouragans sont fréquents à Cuba et détruisent régulièrement une grande partie des récoltes malgré les mesures de protection prises par le gouvernement pour limiter les dégâts (mise à l'abri des stocks d'aliments).

« Cuba est un pays séduisant et de beaucoup la plus grande île des Caraïbes (110,860 km carrés). Elle est couverte de zones montagneuses, comme la Sierra Maestra à l'est et le Pic Turquino, la Sierra des Organos à l'ouest et la Sierra de Trinidad au centre. Le reste est plat ou ondulé. Les forêts couvrent 25 % du pays. Le climat est semi-tropical ; Cuba est sujette aux ouragans, à la sécheresse et aux inondations. »

« Cuba ne produit pas assez de nourriture pour nourrir sa population et dépend d'importations de nourriture. .. Il est difficile de faire pousser toute la nourriture nécessaire à Cuba : l'agriculture tropicale est difficile et les céréales doivent être importées » constate le Rapport Ziegler.

## **B. La monoculture**

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Cette organisation avait été voulue par les USA bien avant la Révolution Cubaine, pour satisfaire ses propres besoins et empêcher Cuba d'accéder à l'indépendance en la rendant totalement dépendante d'eux. Avec l'entrée dans le COMECON, Cuba s'est vue en quelque sorte obligée de satisfaire les besoins de ses nouveaux alliés et n'a pas conduit la diversification commencée au niveau où elle aurait dû.

« La production agricole à Cuba était organisée sur le modèle de l'agriculture productiviste, avec une culture intensive dans des grandes fermes d'Etat, basée sur un pétrole importé à 98 % du bloc soviétique et sur l'usage massif d'insecticides et d'engrais chimiques importés. C'était une agriculture orientée vers l'exportation de quelques denrées (agrumes, tabac, sucre), mais qui ne subvenait pas aux besoins de la population : 66 % des denrées étaient importées du bloc soviétique. Ce modèle ressemble en fait au modèle qu'instaure le système néolibéral actuel : produire pour le marché et l'exportation et non pour satisfaire les besoins de la population. » (Daniel Hofnung, « L'agriculture bio à Cuba » site d'ATTAC Val de Marne)

**C.Le blocus étasunien** a été institué le 3 février 1962 par l'ordre N° 3447 du président Kennedy mais l'idée de soumettre Cuba à un blocus avait déjà germé dans l'esprit des membres du gouvernement étasunien au moment de la Guerre d'Indépendance de Cuba. Voici ce qu'écrivait à propos de Cuba, le Sous-secrétaire à la Guerre nord-américain, J.C. Breckenridge, dans un mémorandum datant du 24 décembre 1897 et adressé au commandant de l'armée étasunienne, le lieutenant général Nelson A. Miles:

«... Les habitants sont généralement indolents et apathiques. En ce qui concerne leur érudition, ils vont du plus raffiné au plus vulgaire et abject. Son peuple est indifférent à la religion, et la majorité est par conséquent immorale et en même temps il a de fortes passions et est très sensuel. Etant donné qu'il ne possède que vague notion du bien et du mal, il a tendance à chercher le plaisir non au travers du travail, mais par le biais de la violence. Comme conséquence logique de ce manque de moralité, il y a une grande indifférence pour la vie. Il est évident que l'annexion immédiate de ces troublants éléments à notre propre fédération dans de telles quantités serait de la pure folie, donc avant de faire cela, nous devons nettoyer le pays, même si cela signifie l'utilisation des méthodes que la Divine Providence utilisa pour les villes de Sodome et Gomorrhe. Nous devons détruire tout ce que nos canons peuvent atteindre. Nous devons imposer un sévère blocus pour que la famine et sa constante compagne, la maladie, sapent la population pacifique et déciment l'armée cubaine... »

63 ans plus tard, le 6 avril 1960, le sous-secrétaire d'Etat assistant pour les Affaires interaméricaines Lester D.Mallory , écrit à son secrétaire d'Etat Roy R. Rubottom, dans un mémorandum:

« La majorité des Cubains soutiennent Castro, il n'y a pas d'opposition politique efficace...Tous les moyens doivent être entrepris rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba...Une mesure qui pourrait avoir un très fort impact serait de refuser tout financement et livraison à Cuba, ce qui réduirait les revenus monétaires et les salaires réels et provoquerait la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement »

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Le but du blocus est donc bien la destruction de la population cubaine et c'est, non seulement un acte de guerre mais un acte de génocide au terme de la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948, souscrite par le gouvernement des États-Unis et par Cuba, entrée en vigueur en 1951, souscrite et ratifiée par 124 États :

« Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes énumérés ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux.<sup>1</sup>.. ».

Actes concernés: la « Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

Et la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, adoptée par l'ONU huit mois plus tard , souscrite et ratifiée par les gouvernements des États-Unis et de Cuba, entrée en vigueur le 21 octobre 1950 et ratifiée à ce jour par 188 États stipule dans son article 23 :

« Chaque partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériel sanitaire, ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d'une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorisera également **le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants** réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches. »

Le Protocole additionnel I à ladite Convention stipule dans son article 54 qui traite de « la protection de biens indispensables à la survie de la population civile. »

**« 1. Il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre »<sup>2</sup>.**

Le 23 septembre 2009, Barack Obama a déclaré devant l'ONU « *Aucune nation ne doit être forcée d'accepter la tyrannie d'une autre nation, aucune nation ne peut ni ne doit tenter de dominer une autre nation* ».

Le blocus est à présent en place depuis presque 50 ans (47 ans exactement) malgré la désapprobation de l'opinion mondiale. En effet, le 28 octobre dernier, pour la 18<sup>e</sup> fois consécutive, l'ONU a voté à la quasi unanimité de ses 192 membres la résolution le condamnant : seuls les USA, Israël et Palau ont voté contre, les Iles Marshall et la Micronésie se sont abstenues, 187 pays ont donc exprimé leur désir de voir la levée du dit blocus qui, cependant, est toujours là...

Ce blocus interdit à Cuba tout commerce avec les USA, avec les filiales des entreprises étasuniennes et les partenaires commerciaux des USA...

Le Rapport Ziegler résume parfaitement les différents effets du blocus sur la sécurité alimentaire à Cuba :

« La privation imposée par l'embargo a eu un impact significatif sur la réalisation du droit à la nourriture à Cuba. Importer de la nourriture est une affaire coûteuse et difficile. Pendant qu' un commerce unilatéral a été permis avec les Etats-Unis pour un petit nombre de

---

<sup>1</sup> article II.

<sup>2</sup> « Obama va-t-il enfin lever le blocus de Cuba ? » conférence à l'IEP de Toulouse le 22 octobre 2009)

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

produits, les navires étasuniens doivent rentrer à vide. Les navires étrangers qui transportent de la nourriture pour Cuba ont interdiction d'entrer aux Etats-Unis pendant une période de 6 mois. La nourriture doit être importée de pays lointains par des chemins détournés, ce qui fait monter le coût de livraison. L'embargo affecte la qualité de la nourriture importée à cause du long temps de transport et de la nécessité de constituer des réserves de vivre pour plus longtemps qu'il ne serait nécessaire autrement. Le FAO a déclaré ce qui suit :

« L'importation de nourriture pour la consommation humaine , particulièrement celle destinée aux programmes sociaux , est affectée par l'embargo, car les restrictions limitent leur quantité et leur qualité , ainsi, il a un effet direct sur la sécurité alimentaire des couches vulnérables de la population. » (A/ 62/92, paragraphe 84) .

D'avril 2008 à mars 2009, le secteur agroalimentaire, si sensible pour la sécurité alimentaire du pays, a essuyé des pertes de **121 800 000 dollars** à cause du blocus<sup>3</sup>.

En 2008, la société **ALIMPORT** a dû verser **154 900 000 dollars de plus** à cause des obstacles imposés aux transactions avec les USA, ce qui aurait permis à Cuba d'acheter sur ce même marché étasunien, aux prix moyens de l'année, 339 000 tonnes de blé ou 615 000 tonnes de maïs ou 126 700 tonnes de poulet destinés aux onze millions de Cubains compris dans le programme du « panier de la ménagère ».

(Rapport 2009 présenté par Cuba à l'ONU sur le blocus)

« Par exemple, plus de 80% des importations de laitages de Cuba consiste en lait en poudre qui doit être utilisé dans le programme social , importé de Nouvelle Zélande et d'Union Européenne. Le riz est embarqué en Chine ou au Viet Nam, ce qui prend 45 jours pour rallier Cuba. Par voie de comparaison, il reviendrait à un tiers du prix d'embarquer aux Etats-Unis et cela prendrait seulement deux jours<sup>4</sup>. »

« L'embargo affecte aussi le coût et la disponibilité des consommations nécessaires pour les procédés de production pour l'agriculture , la pêche et les réserves de nourriture. Le combustible, les engrais , les insecticides, les outils agricoles, les équipements pharmaceutiques vétérinaires et d'autres équipements sont affectés par l'interdiction d'acheter des produits aux USA (voir A/62/92, paragraphe 81). Cette restriction affecte particulièrement l'industrie de la production de viande à cause du manque de nourriture pour les animaux , de minéraux, de suppléments vitaminés, de matériel génétique et d'incubateurs (A/62/92, paragraphe 27).Le Rapporteur Spécial a vu l'impact de cela de première-main à un nombre de fermes-coopératives , quand il a visité la coopérative « Léopold Ryes » dans la province de Pinar del Rio. Sur les 27 tracteurs de la coopérative, tous vieux de plus de 30 ans seulement 3 étaient opérationnels, utilisant un mélange de pièces détachées des autres. La coopérative recourt maintenant à la traction animale. Cette méthode est générale à Cuba, où il y a quelques 250 000 boeufs au travail comme substituts des tracteurs cassés<sup>5</sup>. »

---

<sup>3</sup> Rapport sur le blocus présenté par Cuba à l'ONU le 28 octobre 2009

<sup>4</sup> Rapport Ziegler

<sup>5</sup> Rapport Ziegler

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Bien que les USA aient autorisé depuis 2 000 des ventes alimentaires à Cuba, elles sont régies par des mesures de supervision rigoureuses et par un processus bureaucratique et lent de délivrance d'autorisations au cas par cas de la part de nombreux organismes publics. Bien que la nouvelle administration ait annoncé le 11 mars dernier qu'elle donnerait des autorisations générales pour exporter des aliments à Cuba, elle continue d'entraver les achats de Cuba et n'a engagé aucune action pour que ces ventes se fassent selon les normes habituelles du commerce international.

Quelques exemples :

À cause du blocus, Cuba doit conserver au froid une moyenne d'environ 3,79 millions d'œufs par mois pour assurer des livraisons stables à la population et prévenir des défaillances soudaines dans les livraisons de matières premières étasuniennes destinés aux aliments pour animaux, ceci entraînant une dépense de **5,2 millions de dollars** par an.

Dans l'**industrie halieutique**, les pertes se sont chiffrées à **5,4 millions de dollars** durant cette même période à cause de taxes plus élevées sur les marchés d'exportations, ainsi que de la cherté accrue du transport, des taux de change et du risque accru que courent les marchandises sous l'effet de longues traversées.

La société mixte **CORACAN S.A.**, à capitaux cubano-canadiens, constituée pour produire et vendre des aliments à préparation instantanée, a essuyé des pertes de plus de 164 000 dollars dans la mesure où le blocus entrave ses relations avec des sociétés de pays tiers.

En décembre 2008, la **société canadienne SENSIENT FLAVORS**, qui livrait la matière première Parfum d'organe en poudre, a fait savoir que sa maison mère d'Indianapolis lui interdisait de vendre à Cuba.

La **société canadienne Sethness Products Company** a fait savoir à la société CORACAN qu'elle ne pouvait pas continuer de lui livrer la couleur caramel en poudre par suite d'instructions de sa maison mère de Chicago, si bien que l'usine de sodas CORACAN a dû interrompre sa production pour plus de quinze jours, chercher de nouveaux fournisseurs et payer plus cher.

La société mixte cubano-française **Los Portales**, constituée pour produire des eaux minérales et des sodas, a signé un contrat avec la filiale étasunienne LATAPACK-BALL, installée au Brésil pour la livraison de cannettes et de couvercles d'aluminium à un prix f.a.b. inférieur de 25 p. 100 au marché mondial. En février 2009, cette société a fait savoir qu'elle n'était pas autorisée de livrer ces cannettes, même pas par Groupe Nestlé interposé. Ceci aurait permis à Los Portales de diminuer de 4,4 millions de dollars ses coûts d'importation.

En mars 2009, la société **LACTALIS USA**, filiale étasunienne du géant français Lactalis, producteur de fromages et de produits lactés, s'est vue infliger une amende de **20 960 dollars** par l'*Office of Foreign Assets Control* ( OFAC) pour infraction aux réglementations du blocus (« transfert financiers électroniques dans lesquels Cuba ou un ressortissant cubain

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

était impliqué entre février 2004 et mars 2007 »). Il s'agit là de la première sanction infligée par l'OFAC depuis l'entrée du président Obama à la Maison-Blanche.<sup>6</sup>

**D.La chute du bloc socialiste** , principal partenaire de Cuba durant de longues années : 87% des importations de Cuba et 95% de ses marchés extérieurs.

Lorsque les USA, en représailles aux nationalisations des entreprises étasuniennes sur le sol cubain, cesse d'acheter le sucre cubain, Cuba se tourne vers l'Union Soviétique, les pays de l'Est et rejoint le COMECON (the Council of Mutual Economic Support) en 1972, exporte du sucre et du nickel et importe du pétrole .

« En 1989, note le Rapport Ziegler, Cuba importait 50% de la consommation calorique de la population et 59% des protéines. A partir de 1991, les importations ont baissé de 75% sur 4 ans, avec un impact significatif sur la sécurité alimentaire. Une nouvelle stratégie économique a été nécessaire pour traiter ce qui fut officiellement appelé « Période Spéciale ».

Nous allons voir que cette « Période spéciale » va générer un certain nombre d'innovations qui vont avoir une importance capitale dans l'approche du problème alimentaire dans le pays.

« Il n'y avait presque plus d'engrais chimiques ou de pesticides, moitié moins de carburant, les exportations et avec elles les importations ont chuté. La ration alimentaire individuelle a baissé de 20 % au niveau des calories et de 27 % au niveau des protéines, le cubain moyen a perdu 15 kg, et des milliers de ruraux sans ressources sont partis vers les villes dans l'espoir d'un avenir meilleur<sup>7</sup>. »

« Le gouvernement répondit à ces événements en prenant des mesures pour promouvoir l'agriculture de récupération. En 1993, les fermes d'Etat furent démantelées et transformées en fermes coopératives (UBPCs). Des marchés Offre-et-demande furent créés pour permettre à la population d'acheter de la nourriture hors des magasins du gouvernement<sup>8</sup>. »

## II. Les solutions mises en place :

### A. Au niveau de la production :

#### a) la redistribution des terres avec la réforme agraire dès 1959

En 1958, plus de la moitié des terres agricoles étaient aux mains d'étrangers et les latifundios étaient nombreux. La Réforme Agraire de 1959 distribue les terres à ceux qui la travaillent et limite à 402 ha puis, en 1963, à 67 ha, la superficie que peut posséder une personne physique ou morale à Cuba.

---

<sup>6</sup> Exemples et chiffres extraits du Rapport 2009 présenté à l'ONU par Cuba au moment du vote de la résolution condamnant le blocus

<sup>7</sup> Daniel Hofnung « L'agriculture bio à Cuba »

<sup>8</sup> Rapport Ziegler

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

En 2007, la moitié seulement des 6 629 6 millions d'ha des terres agricoles était cultivée (3 124 3 mha) et face aux importantes destructions occasionnées par les cyclones Gustav et Ike en 2008, destructions qui affectèrent une part importante des récoltes, une nouvelle distribution de terres est organisée.

« Dans la province de Granma, la surface cultivable a été évaluée à 426 564 hectares, mais au début de 2009, dans les entreprises d'état, il y avait 107 800 hectares en friche, et 64 000 hectares de ces terres ont maintenant été données en usufruit durant le premier semestre à des personnes pour les travailler. De leur côté, les coopératives ont évalué à 4 575 hectares la surface de terres non utilisées et elles ont commencé à les vendre à l'état. » (« Province de Granma, le bon moment pour la terre » par Martín Corona Jeré)

**b) La diversification**, entreprise dès le triomphe de la Révolution, se développe avec le remplacement des produits d'importation par des produits domestiques

Dès 1959, Cuba a commencé à produire :

- riz
- citrons
- café
- volailles
- fruits
- œufs
- viande de porc (150 000 tonnes en 2007)
- miel
- racines légumineuses.

Depuis 1990, Cuba a mis l'accent sur l'augmentation de la production de porc de façon à satisfaire la demande en protéines.

**c) La réduction de la production de sucre :**

Nous l'avons vu, Cuba a longtemps été un pays de monoculture, pour deux raisons opposées : d'abord à cause du joug étasunien, ensuite à cause de l'aide des pays socialistes. Il a fallu l'arrivée de la Période Spéciale pour que Cuba s'oriente réellement sur la satisfaction de ses besoins intérieurs.

« Un autre parmi les nombreux exemples du changement structurel est la réduction drastique de la production de canne à sucre. Sous le COMECON, Cuba produisait de 7 à 8 million de tonnes de sucre par an. Aujourd'hui, la production se situe autour de 1,2 million de tonnes, principalement destinées à la consommation intérieure<sup>9</sup>. »

Plus de 95 raffineries sont fermées et reconverties dans la production de :

- Légumes
- Fruits
- Bétail

---

<sup>9</sup> Rapport Ziegler

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Pâtes alimentaires

Etc...

Mais aucun ouvrier ne se retrouvera au chômage<sup>10</sup>... ce qui est aussi une façon de respecter le droit à l'alimentation...

## **d) Les méthodes de culture :**

A Cuba, la moitié des 6 629 6 millions d'ha des terres agricoles est cultivée (3 124 3 mha).

Pendant la Période spéciale, le manque de pièces détachées et de carburant ont nécessité le retour aux vieilles méthodes : agriculture biologique, traction animale, amendement naturel des sols : la lambriculture (l'utilisation des lambrics pour aérer la terre) , horticulture de proximité (puisque les transports manquaient). Un Institut de recherche était créé, pour travailler sur le vermicompostage, les bio-formulations, la protection biologique des sols. On s'est alors aperçu que cette méthode abîmait moins les sols et améliorait donc le rendement.

« Les résultats de cette politique sont énormes : réduction de la contamination des sols, de l'air et de l'eau par les pesticides et les engrais chimiques, diversification des productions et de l'alimentation, recyclage des déchets, réduction au minimum des coûts de transport, sécurité alimentaire, baisse de la pollution, développement de l'emploi... » écrit Daniel Hofnung dans son article sur l'agriculture bio à Cuba.

## **B. Les structures agricoles :**

Il y a cinq grands types de structures :

- des fermes d'état (150),
- des fermes privées (à peu près 150 000 cultivent leur propre petite exploitation agricole avec le travail de la famille) ;
- des Unités Basiques de Production Agricole (UBPCs 1 762),
- des Coopératives de Production Agricole (CPAs 739) et
- des Coopératives de Crédit et de Service (CCSs 2 201).

La majeure partie des producteurs doit vendre la majorité de sa production directement à l'agence de ramassage d'Etat , ACOPIO, aux prix fixés. En échange, l'Etat vend les productions des fermiers.

### **a) Les fermes d'Etat**

Elles constituaient jusqu'en 1993, 70% des structures agricoles pour actuellement n'en plus représenter que 30%.

« Les fermes d'Etat productivistes ont été en 1993 à 80 % transformées en coopératives produisant pour fournir en aliments les institutions d'Etat (hôpitaux, écoles, jardins d'enfants) mais dont le reliquat de production pouvait être vendu librement. » (Daniel Hofnung, « L'agriculture bio à Cuba » site d'ATTAC Val de Marne)

---

<sup>10</sup> voir « Une restructuration réussie : la filière du sucre à Cuba » article de Françoise Lopez, 3 avril 2006



## **b) les coopératives agricoles**

Elles ont toujours existé à Cuba mais se sont développées depuis la Période Spéciale au détriment des fermes d'état. Ce sont les :

- Unités Basiques de Production Agricole (UBPCs 1 762),
- Coopératives de Production Agricole (CPAs 739)
- et les Coopératives de Crédit et de Service (CCSs 2 201).

**Les membres de l'UBPC (Unités Basiques de Production Agricole)** exploitent en coopérative les terres de l'Etat selon un accord d'usufruit. Ils sont autorisés à retenir un bénéfice après la vente de leur production.

**Les CPAs (Coopératives de Production Agricole)** sont des formes collectives de propriété terrienne : d'ex fermiers privés se sont réunis dans des coopératives d'état en échange d'investissements de l'Etat. Les membres de CPA distribuent les profits conformément aux accords de leurs coopératives.

**Les CCSs (Coopératives de Crédit et de Service)** se créent quand les petits fermiers qui avaient acheté leur terre de façon privée coopèrent pour avoir collectivement accès au crédit et à certains investissements et services , comme l'irrigation, les semences, les engrais et les produits chimiques.

Une fois le quota de l'état rempli, les fermiers ont le droit de garder un petit pourcentage de leurs produits pour leur consommation personnelle et de vendre le surplus sur les marchés libres selon la loi de l'offre et de la demande. Les intermédiaires sont illégaux en ce qui concerne les produits agricoles.

Les rendements de production restent déterminés par les quotas de production instaurés par le Ministère de l'Agriculture et du Sucre, sur la base des quantités nécessaires pour maintenir l'approvisionnement en nourriture, particulièrement pour le système de la libreta.

**c) les jardins collectifs (*organoponicos*)** pour les écoles, par exemple, qui produisent elles-mêmes la nourriture des élèves .

« Le Rapporteur Spécial a été impressionné par les exemples de créativité appliquée aux problèmes de la Période Spéciale. Par exemple, les jardins ouvriers publics (*organoponicos*) ont été développés dans le but de produire des fruits ou des légumes dans des jardins privés ou communaux dans les zones urbaines sans avoir à utiliser de produits pétroliers. Le produit de ces *organoponicos* est vendu directement aux consommateurs et sur le marché libre de fruits et légumes<sup>11</sup>. »

- les *jardins urbains* de La Havane

---

<sup>11</sup> Rapport Ziegler

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

En 1994, la crise alimentaire est terrible : pour y faire face, l'agriculture de proximité [est]développée, des centaines de terrains vacants [sont distribués] à qui voulait les cultiver, et [on incite] à cultiver partout où l'on pouvait : dans les patios, sur les terrasses des immeubles - dans des pots, des containers ou des pneus -, des coopératives horticoles urbaines étaient créées, de même qu'un réseau des boutiques de graines et d'outillage où des consultants donnaient des conseils aux utilisateurs<sup>12</sup>.

### C. au niveau de l'entreposage :

Le FAO calcule que partout dans le monde, à peu près 25% de la récolte de nourriture est perdue à cause des rongeurs, des insectes nuisibles et des destructions dues au climat.

Il n'y a pas vraiment de chiffres concernant ce problème pour Cuba mais Jean Ziegler note dans son rapport que, dans ses conversations avec les fermiers et les officiels de la province, il « a appris qu'une partie de chaque moisson est perdue à cause du manque de silos, en particulier dans l'est. »

Le gouvernement, avec l'Agence Suisse pour la Coopération et le Développement, a lancé un programme de mille silos domestiques dans trois provinces de l'est. ANAP produit ces silos d'une manière soutenable. Ils sont métalliques, ont trois mètres de haut sur deux de large, un système d'aération naturel et ils préservent les provisions de la destruction. Le riz peut être conservé pendant plus de quatre mois et les silos peuvent résister aux ouragans.

### D) L'Eau.

Mais on ne peut parler de droit à l'alimentation sans évoquer le problème de l'eau qui manque à tant de peuples sur la terre pour des raisons économiques, politiques ou les deux...

L'Institut National des Ressources Hydrauliques (INRH) , créé en 1962, est en charge de la fourniture d'eau et des équipements sanitaires.

- 95,6% <sup>13</sup>de la population a accès à de l'eau potable saine
- 75,3% des Cubains ont leur maison connectée au réseau d'eau<sup>14</sup>
- 15,1% ont un accès facile à l'eau et
- 5,2% ont accès au service public de l'eau
- 4,4% de la population, essentiellement des groupes isolés dans les régions montagneuses, n'ont pas d'accès régulier à l'eau

- 98% des habitants des villes<sup>15</sup>

- 95% des habitants de la campagne ont accès à des sources d'eau potable traitées.

Les services de l'eau sont subventionnés par le gouvernement avec un coût moyen pour les bénéficiaires de un peso par personne et par mois pour l'usage de l'eau.

« Les niveaux de fourniture d'eau sont convenables et l'eau est généralement bonne à boire. La fourniture d'eau, pourtant, n'est pas toujours régulière et le réseau hydraulique de

---

<sup>12</sup> voir Daniel Hofnung, « L'agriculture bio à Cuba »

<sup>13</sup> Rapport Ziegler

<sup>14</sup> Estimation du National Institut of Hydrolic Resources (INRH)

<sup>15</sup> Estimation des Nations Unies

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

distribution n'est pas très bien entretenu, avec un pourcentage élevé d'eau perdue, » note le Rapport Ziegler.

## **E. Au niveau de la distribution :**

### **a) Les marchés libres**

Les prix sont fixés par la loi de l'offre et de la demande. C'est là que ceux qui ont vendu à l'Etat tout le quota qu'ils doivent lui vendre sont autorisés à vendre leur reliquat de production.

### **b) Les marchés subventionnés :**

On y trouve des fruits, des légumes, de la viande, du poisson. Les prix y sont fixés par l'Etat et ces prix, régulés, entraînent à la baisse les prix des marchés libres.

### **On peut se procurer en monnaie nationale :**

sur les marchés :

de la viande de porc, du jambon

du poisson

des boulettes de viande en bâtons

de la langouste (très chère, environ 200 ou 300 pesos)

des légumes

des fruits

des épices pour la cuisine

des pizzas

des sandwiches

des boissons : rhum, tukola, bière

des bonbons

des glaces

Les cigares et les cigarettes peuvent aussi être achetés en monnaie nationale.

On peut aussi acheter des vêtements en monnaie nationale.

### **c) Les magasins en CUC :**

Ils vendent surtout des produits de luxe. On y paie en devise convertible (peso cubain convertible ou CUC dont la valeur est alignée sur celle du dollar)

On peut acheter en CUC (peso convertible) tout ce qu'on peut payer en monnaie nationale plus :

produits de toilette (after-shaves, parfums, etc...)

meubles

réfrigérateurs

télévisions

lecteurs de DVD

etc...

### **d) Les magasins d'état :**

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Dans les magasins d'état, on paie en monnaie nationale. On y trouve surtout des produits de première nécessité.

**e) Le programme national de nourriture subventionnée ou *libreta*** (de *Libreta de abastecimiento*, livret d'approvisionnement).

Ce programme national est destiné à s'assurer que chaque Cubain recevra au moins 50% des besoins nutritionnels indispensables<sup>16</sup>. Cette dotation de nourriture (*libreta*) est fournie à un prix symbolique en monnaie nationale. Les enfants, les femmes enceintes, les malades ont droit à des suppléments nutritionnels ou à des aliments spéciaux ainsi que les personnes âgées.

« Le Rapporteur spécial a observé comment le Gouvernement vise à assurer que la totalité de sa population est pourvue de 50% de ses besoins alimentaires à un prix fortement subventionné, à travers le système de rationnement de nourriture nationale (*libreta*) . La *libreta* permet à chaque famille de se procurer des articles pour le « panier de nourriture basique » (*canasta basica*), à savoir céréales, poisson, riz, pâtes, viande, huile, oeufs, pain, sucre, et café. De plus, les Cubains peuvent acheter les produits qui ne sont pas compris dans les quotas dans les 18 160 magasins d'état et autres, bien que l'étendue des produits disponibles soit limitée. Le reste de la nourriture de la population est achetée aux marchés agricoles (*mercados agropecuarios*), certains d'entre eux sont d'état (559), tandis que d'autres opèrent sur les bases de la loi de l'offre et de la demande plutôt qu'en appliquant des prix fixés (208). Certains produits sont seulement disponibles en devises étrangères (peso convertible ou CUCs), cela rend leur achat difficile pour les résidents qui achètent seulement en monnaie locale<sup>17</sup>. »

« Le coût de la nourriture de la *libreta* est très bon marché. Un litre de lait, en dépit du fait qu'il coûte à l'Etat 2,4 pesos cubains, coûte au consommateur 25 cents en monnaie locale (un centime de CUC). 80 grammes de pain coûtent cinq centimes de peso cubain. Toutefois, l'approvisionnement en nourriture rationnée dépend de la disponibilité des produits, qui à son tour dépend de la production agricole, des importations étrangères et des livraisons adéquates. Les rations de nourriture sont parfois livrées tard. Pendant sa visite, le Rapporteur Spécial a observé que certains magasins d'état étaient mieux approvisionnés que d'autres. Par exemple, un certain magasin qu'il a visité à Camagüey manquait apparemment régulièrement d'oeufs, et était seulement capable de délivrer de la viande pour une période très limitée car son système de réfrigération était délabré. »<sup>18</sup>

Le titulaire de la *libreta* est le chef de famille, c'est-à-dire le propriétaire de la maison. Chaque Cubain a droit à la *libreta* : dès sa naissance, il est inscrit sur celle de ses parents. S'il déménage, il doit le déclarer et se faire inscrire sur la *libreta* du propriétaire de la maison où il va vivre.

Dès qu'un enfant est inscrit sur la *libreta*, il reçoit non seulement les aliments pour les enfants mais une part de nourriture complète.

---

<sup>16</sup> Dans les années 60, lorsque Cuba n'avait pas de difficultés pour importer la nourriture qui lui était nécessaire, ce programme couvrait la totalité des besoins...

<sup>17</sup> Rapport Ziegler

<sup>18</sup> Rapport Ziegler

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

## La libreta pour 1 mois et 1 personne :

3 kg de riz  
3 kg de sucre (1,5 kg de sucre blanc+1,5 kg de sucre brun)  
des spaghettis  
des haricots (noirs ou autres)  
du sel  
du poulet, du poisson ou de la saucisse  
30 pains  
30 l de lait pour les enfants de 0 à 7 ans  
15 l de yaourt pour les enfants de plus de 7 ans et les adultes  
14 œufs  
de l'huile  
du vinaigre  
1 paquet de café  
légumes : pommes de terre ou patates douces ou bananes  
compléments alimentaires « diéta » pour les femmes enceintes, les vieux, les malades (sur présentation d'un certificat médical) :  
viande, riz, lait, haricots supplémentaires

2 savons (1 pour la toilette+1 pour laver le linge)  
du dentifrice  
1 bouteille de gaz (quantité déterminée en fonction de la taille de la famille, on ne peut pas s'en procurer en dehors de la libreta)

Il existe des restaurants où on peut payer en monnaie nationale.  
La plupart des Cubains déjeunent au travail pour moins de 2 pesos, et ceux qui ont des salaires très bas déjeunent gratuitement.  
la cantine scolaire coûte 7 pesos par mois.  
Dans les crèches, les enfants reçoivent 3 repas par jour.

## III.Le droit à la nourriture :

Quelques chiffres :

Enfants de faible poids : 9% en 1993<sup>19</sup>  
5,9% en 2004

Mortalité infantile : 13,2 pour 1 000 en 1990  
5,3 pour 1 000 en 2006  
5 pour 1 000 en 2009<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> Les chiffres viennent du Rapport Ziegler, sauf celui qui concerne la mortalité infantile de cette année.

<sup>20</sup> Chiffre issu de l'Indice Global de Paix 2009 (IGP)

# L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

Mortalité des enfants de moins de 5 ans : 13 pour 1 000 en 1990  
7 pour 1 000 en 2006

Futures mères commençant leur grossesse en sous-poids : 14 à 24%  
Femmes ayant une augmentation de poids insuffisante pendant leur grossesse : 15%

« Malgré ces obstacles, il y a eu d'importants progrès dans la réduction de la malnutrition et la faim à Cuba depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, la malnutrition n'est pas considérée comme un problème significatif et le Gouvernement estime qu'elle affecte moins de 2% de la population<sup>21</sup>. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que 2,3% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'une sous-alimentation grave ou modérée, l'un des chiffres les plus bas dans le monde en voie de développement<sup>22</sup>. Les chiffres correspondants sont de 3,9% en 2000 et 0,4% de ces enfants étaient estimés en sous-poids sévère. Cela est considéré comme une baisse significative depuis les années 1990. Le nombre de personnes souffrant de sous-nutrition a décliné fortement, tombant de 2 millions en 1996 (18% de la population) à 200 000 en 2002 (2,5%)<sup>23</sup> ».

« En 1995, la ration moyenne de calories par jour à Cuba était de 1,993 Kcal. Elle est montée à 3,279 Kcal en 2006 (la moyenne recommandée est de 2,400 Kcal). Malgré un haut chiffre de calories, le régime cubain n'atteint pas les consommations nutritionnelles recommandées pour les graisses : en 2006, la teneur en graisse était de 54,7 g, contre une ration recommandée de 75g. La ration de protéines correspond aux niveaux recommandés et est en hausse significative depuis les années 1990, montant de 49,66 g en 1995 à 89,90g en 2006. Les données ne sont pas en désaccord pour refléter la différence entre les protéines animales et végétales, bien que en 2002, on ait estimé que la ration moyenne de protéines animales était en dessous du niveau recommandé<sup>24</sup>. »

L'objectif que s'était fixé Fidel Castro dans sa plaidoierie<sup>25</sup> en 1953 a donc été atteint, même si l'autosuffisance alimentaire ne l'est pas encore. Mais nous allons voir à présent ce qui se passe dans le reste du monde.

## IV.CONCLUSION :

### A. La faim dans le monde :

Interview de Jean Ziegler, auteur du rapport sur le droit à l'alimentation à Cuba, à l'occasion de la clôture du sommet de la FAO, à Rome, sur la crise alimentaire mondiale, jeudi 5 juin 2009.

*Que faut-il retenir de ce congrès ?*

---

<sup>21</sup> Institut pour la Nutrition et l'Hygiène Alimentaire, présentation faite le 5 novembre 2007.

<sup>22</sup> Indicateurs de Développement du Millenium, Division des Statistiques des Nations Unies.  
<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/>

<sup>23</sup> Rapport Ziegler

<sup>24</sup> Rapport Ziegler

<sup>25</sup> Fidel Castro "L'histoire m'acquitera", texte fondateur du "Mouvement du 26 Juillet"

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

*Jean Ziegler* : C'est un échec total, c'est extraordinairement décevant, et très inquiétant pour l'avenir des Nations unies. Le sommet est assez unique dans l'histoire de cette organisation : plus de 50 chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis pour discuter de solutions concrètes à apporter à l'effroyable massacre quotidien de la faim, qui s'aggrave encore avec l'explosion des prix mondiaux des matières premières agricoles depuis cinq ou six mois. Mais le résultat de cette conférence est totalement scandaleux : l'intérêt privé s'est imposé, au lieu de l'intérêt collectif. Les décisions prises à Rome risquent d'aggraver la faim dans le monde, au lieu de la combattre.

*Quels engagements des membres de la FAO auriez-vous souhaité ?*

Je souhaitais trois décisions. Tout d'abord, l'interdiction totale de brûler de la nourriture pour en faire des biocarburants. Ensuite, retirer de la Bourse la fixation des prix des aliments de base, et instaurer un système où le pays producteur négocie directement avec le pays consommateur pour exclure le gain spéculatif. Troisièmement, que les institutions de Bretton Woods, notamment le Fonds monétaire international, donnent la priorité absolue dans les pays les plus pauvres aux investissements dans l'agriculture vivrière, familiale et de subsistance.

*La déclaration finale du sommet, difficilement adoptée jeudi soir, engage les pays membres de la FAO à réduire de moitié le nombre de personnes qui ont faim d'ici à 2015. Est-ce un objectif crédible ?*

Non, c'est de l'hypocrisie la plus totale. D'ailleurs, ce but est celui du millénaire. C'est en septembre 2000, au seuil du nouveau millénaire, que Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies à l'époque, avait réuni les pays membres des Nations unies à New York et avait fixé neufs buts du millénaire pour éradiquer la misère, la faim, etc. Le premier, qui a été adopté, était déjà de réduire de moitié les affamés d'ici à 2015. Mais entre 2000 et 2008, la faim n'a pas reculé, elle a massivement augmenté.

Selon la FAO, il y avait l'année dernière 854 millions de personnes gravement et en permanence sous-alimentées. Sans compter les 6 millions d'enfants morts de faim. Et il pourrait y avoir 100 millions de personnes de plus à tomber dans la sous-alimentation grave et permanente à partir de maintenant à cause de l'explosion des prix.

*Qui sont, selon vous, les responsables de cet "échec" du sommet de Rome ?*

Il y en a trois principaux. D'une part, les Etats-Unis et leurs alliés canadiens et australiens qui ont saboté le sommet en faisant pratiquement la politique de la chaise vide. D'autre part, les grandes sociétés multinationales. Dix sociétés multinationales contrôlent actuellement 80 % du commerce mondial des aliments de base mais elles ne sont pas la Croix-Rouge et ne sont pas en charge de l'intérêt collectif. Troisième responsable, et je le dis avec beaucoup d'inquiétude, c'est le secrétaire général des Nations unies, qui est chargé de faire des propositions. Or, il ne le fait que d'une façon très insuffisante. *Propos recueillis par Laura Marzouk (source Lemonde.fr)*

**B. Les conclusions du Rapport Ziegler sur le Droit à l'alimentation à Cuba :**

## L'alimentation à Cuba, un exemple pour le Tiers-Monde

---

« Comme l'a déclaré l'Organisation des Nations Unies pour la Nourriture et l'Agriculture (FAO) , cela signifie que Cuba est l'un des rares pays dans le monde en voie de développement à atteindre les objectifs du Sommet Mondial sur la Nourriture de 1996 qui étaient de diviser par deux le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015<sup>26</sup> .

De plus, Cuba a probablement déjà atteint l'Objectif 2 du Millenium Development Goal. 1 (MDG1), c'est à dire de réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim.

« Le cadre légal cubain a été loué pour son impact sur l'élimination des discriminations raciales et les réalisations des droits économiques, sociaux et culturels des femmes et des enfants, y compris par le Comité pour l'Elimination des Discriminations Raciales, le Comité des Droits de l'Enfant et le Rapporteur Spécial sur la violence contre les femmes qui a visité Cuba en 1999. Le Rapporteur Spécial croit fermement qu'en abordant les causes structurelles de la faim et en privilégiant les droits des groupes les plus vulnérables , y compris des enfants, le cadre légal à Cuba a grandement contribué à la réalisation du droit à la nourriture , à la réduction de la mortalité infantile et à l'accomplissement des objectifs du Sommet Mondial sur la Nourriture. Aujourd'hui, Cuba est classée 51° sur les 177 états listés par l'UNDP dans son Rapport sur le Développement Humain, une réalisation impressionnante pour un pays en voie de développement. »

### **C.Le mot de la fin :**

Nous avons listé les problèmes que rencontre Cuba pour assurer sa suffisance alimentaire. Sont-ils différents de ceux que rencontrent les autres pays du Tiers-Monde pour nourrir leur population ?

Oui et non.

Non, parce que le climat tropical, la sécheresse, les cyclones, la monoculture sont le lot de nombreux autres pays du Tiers-Monde.

Oui car Cuba est le seul pays au monde qui subisse depuis pratiquement un demi-siècle un blocus économique et commercial qui lui interdit pratiquement tout commerce avec la plupart des pays du monde, une mesure, nous l'avons vu, destinée à affamer Cuba.

Une mesure qui n'a pas réussi et n'a pas empêché Cuba d'atteindre, en matière de droit à l'alimentation, des objectifs que certains pays industrialisés sont encore loin d'avoir atteints... Alors, l'alimentation à Cuba, une réussite totale ? Certes non . Alors, « un exemple pour le Tiers-Monde » ? Oui, certainement car les résultats prouvent que c'est la bonne voie à suivre.

Françoise Lopez  
Salon-de-Provence  
13 novembre 2009

---

<sup>26</sup> FAO *The state of food insecurity in the world*, 2006



